

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE**

**CONSEIL DEPARTEMENTAL**

Commission Permanente du mardi 25 mars 2025

Membres en exercice : 26

Présents : 19

Procuration(s) : 6

Absent(s) : 1

Nombres de votants : 25

Votes pour : 25

Vote(s) contre : 0

Abstention(s) : 0

Date de la convocation : mercredi 12 mars 2025

**DELIBERATION N°DL\_CP2025\_0031**

**Relative à l'avis du Conseil départemental sur le projet de décret portant revalorisation du montant forfaitaire du revenu de solidarité active à Mayotte**

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-cinq mars, à 08h30, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

**Conseillers départementaux présents :**

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Soibahadine NDAKA, Monsieur Ali OMAR, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Madi Moussa VELOU, Madame Rosette VITTA, Monsieur Alain SARMENT, Madame Zamimou AHAMADI, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Monsieur El Anrif HASSANI, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Hélène POLLOZEC, Madame Zaounaki SAINDOU

**Conseillers départementaux représentés :**

Madame Mariam SAID KALAME donne pouvoir à Madame Hélène POLLOZEC, Monsieur Soula SAID SOUFFOU donne pouvoir à Monsieur Elyassir MANROUFOU, Madame Nadjima SAID donne pouvoir à Madame Rosette VITTA, Madame Echati ISSA donne pouvoir à Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Madame Farianti MDALLAH donne pouvoir à Monsieur El Anrif HASSANI, Monsieur Nadjayedine SIDI donne pouvoir à Monsieur Saindou ATTOUMANI

**Conseiller départemental absents :**

Monsieur Daniel ZAIDANI

**Secrétaire de séance désignée :**

Madame Bibi CHANFI

**Le Président constate que le quorum est atteint,**

- Vu** le code général des collectivités territoriales ;
- Vu** la délibération n° DL\_2021\_00197 du 1<sup>er</sup> juillet 2021 relative à l'élection de monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte ;
- Vu** la délibération n° DL\_AP2021\_0203 du 19 juillet 2021, relative aux délégations d'attributions du Conseil départemental données à sa Commission Permanente ;
- Vu** la délibération N°DL\_AP2023\_0040 du jeudi 13 avril 2023 relative à l'adoption du Budget primitif 2023 du Conseil départemental et du STM ;
- Vu** la saisine de Monsieur le Préfet de Mayotte en date du 13 mars 2025;

**Considérant** le rapport n°2505 de Monsieur le Président du Conseil départemental ;

**Considérant** l'avis de la commission en date solidarités, action sociale et santé du 20 mars 2025

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,**  
**Le Conseil Départemental,**

### **DECIDE**

**Article 1 :** d'émettre un avis réservé, en demandant l'alignement du montant du RSA à celui versé sur tout le territoire national au projet de décret portant revalorisation du montant forfaitaire du revenu de solidarité active à Mayotte ;

**Article 2 :** en application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage » et sa transmission au représentant de l'État dans le Département.

**Pour extrait certifié conforme**  
**Le Président du Conseil départemental**

A blue ink signature is written over a circular official stamp. The stamp contains the text 'CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE MAYOTTE' and '2025'.

**Ben Issa OUSSENI**

Le Secrétariat Général

Mamoudzou, le 11 mars 2025

Le préfet de Mayotte  
Délégué du Gouvernement

à

Monsieur le président du Conseil départemental

BP 101

97600 MAMOUDZOU



13 MAR. 2025



**Objet :** Consultation du conseil départemental de Mayotte sur le 3 projet de décret :

- projet de décret portant revalorisation du montant forfaitaire de la prime d'activité à Mayotte.
- projet de décret portant revalorisation du montant forfaitaire du revenu de solidarité active.
- projet de décret portant revalorisation de l'allocation pour adulte handicapé à Mayotte

**P. Jointe:** 3

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint copie des 3 projets de décret élaborés par le ministère du travail, de la santé, des solidarités et des familles.

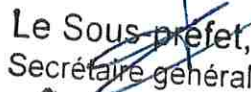
En application de l'article L. 3444-1 du code général des collectivités territoriales, je vous serais obligé de bien vouloir recueillir l'avis du conseil départemental sur ce texte, **selon la procédure d'urgence**.

Je vous remercie de bien vouloir nous le transmettre par messagerie aux adresses suivantes :

[secretariat-sg@mayotte.pref.gouv.fr](mailto:secretariat-sg@mayotte.pref.gouv.fr)  
[consultation@mayotte.pref.gouv.fr](mailto:consultation@mayotte.pref.gouv.fr)

Je vous rappelle que l'avis du conseil départemental est à notifier expressément sous délai de **15 jours** en cas d'urgence sur demande du représentant de l'État.

Sans réponse à l'issue de ce délai, l'avis est réputé acquis.

  
Le Sous-préfet,  
Secrétaire général  
Daniel FERMON

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère du travail, de la santé, des  
solidarités et des familles

### Décret n° du

**portant revalorisation du montant forfaitaire du revenu de solidarité active à Mayotte**

NOR :

***Publics concernés :** bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) à Mayotte.*

***Objet :** revalorisation annuelle du montant forfaitaire du revenu de solidarité active applicable à Mayotte.*

***Entrée en vigueur :** le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication et s'applique aux montants intermédiaires calculés à partir d'avril 2025.*

***Notice explicative :** le décret fixe le montant forfaitaire revalorisé au 1<sup>er</sup> avril 2025 du revenu de solidarité active en application de l'article L. 262-3 du code de l'action sociale et des familles. Le coefficient de revalorisation retenu pour la revalorisation légale correspond à l'évolution de la moyenne annuelle des prix à la consommation, hors tabac, calculée sur les douze derniers indices mensuels de ces prix publiés par l'Institut national de la statistique et des études économiques l'avant-dernier mois qui précède la date de revalorisation.*

***Références :** le décret est pris en application de l'article L. 262-3 du code de l'action sociale et des familles et peut être consulté sur le site Légifrance (<https://www.legifrance.gouv.fr>).*

### **Le Premier ministre,**

Sur le rapport de la ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles,

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 262-2 et L. 262-3 ;

Vu le code de la sécurité sociale, notamment son article L. 161-25 ;

Vu la loi n° 2008-1249 du 1<sup>er</sup> décembre 2008 modifiée généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion ;

Vu l'ordonnance n° 2011-1641 du 24 novembre 2011 modifiée portant extension et adaptation du revenu de solidarité active au Département de Mayotte ;

Vu le décret n° 2011-2097 du 30 décembre 2011 modifié portant extension et adaptation du revenu de solidarité active au Département de Mayotte ;

Vu l'avis du conseil d'administration de la Caisse nationale des allocations familiales en date du **XX XX** 2025 ;

Vu la saisine du conseil départemental de Mayotte en date du **XX XX** 2025,

**Décète :**

**Article 1<sup>er</sup>**

A Mayotte, le montant forfaitaire du revenu de solidarité active mentionné à l'article L. 262-2 du code de l'action sociale et des familles, applicable à un foyer bénéficiaire composé d'une personne seule, est fixé à 323,26 euros à compter du 1<sup>er</sup> avril 2025.

Ce montant est pris en compte pour calculer le montant dû au foyer bénéficiaire du revenu de solidarité active dans les conditions prévues par les articles R. 262-4 et R. 262-7 du même code.

## Article 2

Le ministre d'Etat, ministre des outre-mer, la ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles, le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, et la ministre déléguée auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le

Par le Premier ministre :

François BAYROU

Le ministre d'Etat,  
ministre des outre-mer,

Manuel VALLS

La ministre du travail, de la santé,  
des solidarités et des familles,

Catherine VAUTRIN

Le ministre de l'économie, des finances  
et de la souveraineté industrielle et numérique,

Eric LOMBARD

La ministre déléguée auprès du ministre de  
l'économie, des finances et de la souveraineté  
industrielle et numérique, chargée des  
comptes publics,

Amélie DE MONTCHALIN

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

Ministère du travail, de la santé,  
des solidarités et des familles

**Décret n°            du**  
**portant revalorisation du montant forfaitaire de la prime d'activité à Mayotte**

NOR :

***Publics concernés :** bénéficiaires de la prime d'activité à Mayotte.*

***Objet :** revalorisation annuelle du montant forfaitaire de la prime d'activité à Mayotte.*

***Entrée en vigueur :** le texte s'applique à compter des prestations dues au titre du mois d'avril 2025.*

***Notice :** le décret fixe le montant forfaitaire revalorisé au 1<sup>er</sup> avril 2025 de la prime d'activité à Mayotte, en application de l'article L. 842-3 du code de la sécurité sociale. Le coefficient de revalorisation retenu correspond à l'évolution de la moyenne annuelle des prix à la consommation, hors tabac, calculée sur les douze derniers indices mensuels de ces prix publiés par l'Institut national de la statistique et des études économiques l'avant-dernier mois qui précède la date de revalorisation.*

***Références :** le décret est pris en application de l'article L. 842-3 du code de la sécurité sociale. Il peut être consulté sur le site Légifrance (<https://www.legifrance.gouv.fr>).*

**Le Premier ministre,**

Sur le rapport de la ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles,

Vu le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 161-25, L. 842-3 et R. 843-1 ;

Vu l'ordonnance n° 2016-160 du 18 février 2016 modifiée portant adaptation de la prime d'activité au département de Mayotte ;

Vu le décret n° 2016-866 du 29 juin 2016 modifié relatif à la prime d'activité à Mayotte ;

Vu l'avis du conseil d'administration de la Caisse nationale des allocations familiales en date du **XX** 2025 ;

Vu l'avis du conseil départemental de Mayotte en date du **XX** 2025,

**Décète :**

**Article 1<sup>er</sup>**

A Mayotte, le montant forfaitaire mensuel de la prime d'activité mentionné à l'article L. 842-3 du code de la sécurité sociale applicable à un foyer composé d'une seule personne est fixé à 316,61 euros à compter du 1<sup>er</sup> avril 2025.

Ce montant est pris en compte pour calculer le montant dû au foyer bénéficiaire de la prime d'activité dans les conditions prévues par l'article R. 843-1 du même code.

## Article 2

Le ministre d'Etat, ministre des outre-mer, la ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles, le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique et la ministre déléguée auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le

Par le Premier ministre :

François BAYROU

Le ministre d'Etat,  
ministre des outre-mer,

Manuel VALLS

La ministre du travail, de la santé,  
des solidarités et des familles

Catherine VAUTRIN

Le ministre de l'économie, des finances  
et de la souveraineté industrielle et numérique,

Eric LOMBARD

La ministre déléguée auprès du ministre de  
l'économie, des finances et de la souveraineté  
industrielle et numérique, chargée des comptes  
publics,

Amélie DE MONTCHALIN